

# Réactions à l'actualité

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 5 au 11 décembre 2015

**Rappel, la semaine dernière : attentats, COP21, régionales, Daech, prime de Noël**

*A noter que le nombre de courriers (mails) reçus cette semaine est en nette baisse. Nous vérifions s'il n'y a pas eu un problème technique sur le site, ou un manque de visibilité de l'icône « écrire au Président ».*

## Elections régionales : fort

Le score du Front national est toujours le principal sujet de discussion.

L'analyse des causes de la montée en puissance du FN représente 38% des réactions ; accusant la classe politique d'avoir abandonné les Français « trop occupée à s'arc-bouter sur ses privilèges », regrettant parfois les résultats du FN mais les jugeant logiques : « les Français sont désabusés », « vive la sixième république qui mettra l'humain au centre. Mais avant, nous allons d'abord passer par la case FN en 2017 et là on va déguster! ». La moitié de ces messages relaient la déception des électeurs de gauche qui jugent la politique du gouvernement responsable de la montée du FN : « le renoncement à vos promesses et l'accomplissement d'une politique de droite sont les causes de ce désastre dont je vous tiens pour personnellement responsable », « ce matin, j'ai la gueule de bois. A quand le retour d'une politique de gauche ? Je pense que si vous continuez comme ça, 2017 s'ouvre à Marine Le Pen ». Plus encourageants, certains invitent le Chef de l'Etat à tout faire pour « tuer politiquement le FN », reconquérir l'électorat populaire et redresser le pays : « combattez comme il se doit la haine et la division mais remettez vite la France sur le chemin de la croissance pour redonner de l'espoir aux jeunes et aux chômeurs », « réveillez-vous! Retrouvez le chemin des pavés, des usines, des écoles. Retrouvez nous où nous sommes et pas là où vous êtes ».

7% des correspondants ont revendiqué un vote frontiste. Si la plupart n'expliquent pas réellement leur décision, l'on ressent davantage un vote d'adhésion qu'un vote sanction : « On essaie de faire croire que ce sont les attentats qui sont responsables du vote FN. Non, non et non, l'immigration massive on n'en veut plus ». Ceux-là ont mal vécu la campagne anti-FN avant et après le premier tour : « vous dites que le FN est raciste mais c'est vous qui nous insultez », « nous sommes en démocratie, laissez-nous voter ce que nous voulons, et je veux le FN! ». On note un ancien électeur socialiste : « Je fais partie de ces Français qui votaient pour le PS, qui espéraient beaucoup, attendaient de grandes réformes et qui aujourd'hui, désabusés votent FN ».

Loin de faire l'unanimité, la décision du retrait des listes PS au second tour dans certaines régions est abordée dans 27% des messages. La moitié d'entre eux sont constitués de vives critiques issues de sympathisants socialistes qui vivent le retrait des listes comme un acte de faiblesse et une décision contre-productive : « Comment imaginer que le PS soit exclu de 3 grandes régions? Ce n'est ni républicain, ni raisonnable, ni constructif ». Ne pouvant se résoudre à voter pour le candidat de droite, près de 40% de ces électeurs précisent qu'ils ne se rendront pas aux urnes dimanche ou voteront blanc : « Nous sommes socialistes, nous ne voterons pour aucun autre parti ». La décision de retrait, même unilatérale, est toutefois saluée par 15% des correspondants : « Je suis fière de vous et de votre décision ».

11% des requérants justifient leur abstention ou leur vote blanc par une lassitude envers une classe politique française qui peinerait à se renouveler : « voter pour qui? Pour quoi? Je n'attends plus rien des politiques qui ne défendent que leurs privilèges ». C'est dans ces courriers que l'on relève le plus d'attentes d'une modernisation et d'une remise en question de la vie politique et de la représentation françaises : « après chaque élection on entend la même rengaine : nous avons entendu le message des Français. Mais si vous nous entendiez, vous ne seriez plus là !! ». Emerge également une forte demande de reconnaissance du vote blanc.

Assurant un soutien au candidat PS de leur région, 7% des correspondants tentent de rassurer le Président de la République sur l'avenir de la gauche en France : « ne vous inquiétez pas, la gauche est mobilisée et nous allons remporter plusieurs régions ».

## COP21 : modéré

En baisse de 50% par rapport à la semaine dernière, les réactions sont constituées **en majorité de propositions et suggestions** pour limiter le réchauffement climatique. Au-delà des soutiens récurrents à l'aboutissement d'un accord « *à la hauteur des enjeux* », 30% des correspondants demeurent marqués par l'interdiction de la marche pour le climat et les images prises lors de l'intervention des CRS place de la République. On enregistre peu de réactions à l'avancement des négociations malgré l'accueil positif d'une taxe sur les transactions financières pour le développement des énergies propres dans les pays en développement. En revanche, l'annonce d'une aide supplémentaire de 2 milliards d'euros a été critiquée par quelques personnes mettant en cause la soutenabilité budgétaire et la corruption des dirigeants africains. Le report de l'échéance des négociations n'a pas été commenté.

## Réponse aux attentats de Paris : toujours fort mais en baisse

La part de témoignages de soutien reste élevée, autour de 50% de l'ensemble. Les courriers de la semaine se concentrent autour de trois thématiques :

- **Les réserves sur l'état d'urgence sont en hausse**, 16% des messages relayant une inquiétude en matière de préservation des libertés publiques. Les résultats du premier tour des élections régionales ont alimenté les craintes relatives à une inscription de l'état d'urgence dans la Constitution : « *Que dirions-nous, que diriez-vous, si le FN était au pouvoir et se comportait ainsi* » ; « *Vos successeurs, quels qu'ils soient, reprendront vos outils. L'histoire jugera votre rôle dans l'avènement d'un régime autoritaire que portera demain la droite et l'extrême droite* ». Par ailleurs, plusieurs sympathisants de gauche fustigent un « *calcul* » de l'exécutif qui entretiendrait des bénéfices politiques d'un climat de peur.
- **Les critiques sur ce qui avait été fait depuis janvier sont en baisse (14%)**. La « *responsabilité* » des gouvernants est pointée par une dizaine de correspondants pour lesquels les attentats résulteraient des politiques migratoires et de sécurité défailante prises depuis 20 ans indépendamment des étiquettes politiques : « *L'excès de tolérance et votre coupable léthargie vous ont conduit au laxisme et à ces actes barbares. La tolérance n'est pas une vertu quand elle tue; elle est notre faiblesse, nos ennemis le savent bien* ».
- **Les interventions se concentrent sur les mesures à prendre aujourd'hui (25%) au premier rang desquelles un renforcement de la laïcité** en particulier un refus des signes ostentatoires –la burqa est très fréquemment citée comme un signe de non-respect des valeurs de la République, voire une « *antichambre du radicalisme* ». **Les courriers portant sur la place de l'islam en France dépassent aujourd'hui d'une courte tête les messages en faveur du vivre ensemble.**
- A noter que l'idée de décerner la légion d'honneur aux victimes des attentats est rejetée.

## Dénonciation fiscale : très faible

La présentation des contours du texte sur la rémunération des indicateurs fiscaux a suscité peu de réactions de ferme opposition de la part de socialistes dénonçant une forme de « *délation* » : « *Je m'insurge contre cette loi fiscale que le gouvernement voudrait faire passer à savoir la délation fiscale. On ne peut pas combattre le FN et atteindre ces bas-fonds d'une sale époque. Ne mettez pas les Français face à cette loi malsaine* ».

## RSI : faible

Sans mentionner les débats au sein du gouvernement, quelques indépendants ont critiqué cette semaine le poids des cotisations de leur régime social et demandé une diminution du taux appliqué.

## Prime de Noël : faible

A l'approche des fêtes, les personnes ne remplissant pas les conditions d'attribution de la prime de Noël, notamment les personnes bénéficiant de l'AAH, regrettent une « *inégalité entre les pauvres* ».